

gne électorale de 1993 était basée sur les promesses faites dans le livre rouge, étaient les héritiers de ce legs. Ils croyaient en cette vision. Ils sont venus à la Chambre pensant que ça marchait. Ils y croyaient sincèrement même après preuve du contraire.

En réalité, c'est un sujet que l'on ne peut éviter pour toujours, même à Ottawa. Quand la vérité de ma dernière déclaration s'est finalement imposée, quand la réalité du chômage chronique, de la dépendance économique et de la dette inconsiderée est devenue trop incontestable pour pouvoir la nier, ils étaient tout désorientés.

Ces fervents croyants qui se sont embarqués pour le pouvoir à bord du livre rouge se sont rendu compte que la philosophie libérale à laquelle ils s'étaient raccrochés n'était plus, qu'elle était tombée à l'eau, qu'on n'y croyait plus. Ils se sont réveillés pour découvrir qu'ils allaient à la dérive, qu'ils étaient perdus en mer et qu'ils sombraient dans un océan de dettes. C'est pourquoi le gouvernement a passé ses deux premières années au pouvoir à ne rien faire. Ayant découvert que l'État providence s'était écroulé sous son propre poids, il s'est rendu compte qu'il ne savait pas comment le remplacer. Il n'avait aucune idée du tout. Absolument aucune.

Maintenant, le gouvernement combat le déficit, mais de façon timide, faute de pouvoir faire autrement. Il réduit le déficit sans conviction, sans comprendre. Il le fait sans vision, sans objectif. Il le fait non pas parce que c'est la chose à faire, mais parce qu'il ne sait pas quoi faire d'autre.

Le ministre des Finances a passé deux longues années sur le chemin de Damas avant de se convertir à l'idée qu'il fallait faire preuve de responsabilité financière; deux années de mises en garde perpétuelles de la part du Parti réformiste, des investisseurs étrangers, des universitaires, du FMI, du vérificateur général et de la Banque du Canada pour l'amener à se rendre à la réalité de la situation financière. Il a cru que tous ces gens et tous ces organismes ne savaient pas ce qu'ils disaient. Ils le savaient. À présent que le voilà timidement converti à l'idée de la nécessité de réduire le déficit, il va à contre-courant du caucus libéral. C'est très regrettable.

Les dinosaures de l'imposition et de la dépense, comme la vice-première ministre, le ministre du Développement des ressources humaines, le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et le premier ministre lui-même s'accrochent à l'épave de leur idéologie comme un homme en train de se noyer se raccroche à du bois qui flotterait sur l'eau.

• (1340)

Le ministre des Finances tente désespérément de garder la tête hors de l'eau, alors que ces libéraux des années 60 s'accrochent à lui et le font couler. C'est sûr que tout le système financier du pays va disparaître avec lui.

La situation donne lieu à une cruelle ironie. Ces enfants de l'État providence sont en train de se noyer dans un océan de dettes qu'ils ont eux-mêmes contractées.

Initiatives ministérielles

Tâchons de trouver une autre solution, car il y a certainement des solutions possibles. La solution, c'est le Parti réformiste. Qu'offrons-nous aux Canadiens? Les réformistes savent quoi faire et pourquoi il faut le faire. Ils ont une idée de ce qu'il y a au bout du tunnel et savent pourquoi il importe de réduire le déficit et où cela va nous mener. Cela créera des emplois et des occasions d'affaires au Canada.

La vision du Parti réformiste se fonde, entre autres, sur l'élimination des déficits et sur la réduction de la dette. C'est incroyable que notre dette augmente au rythme de 1 000 \$ la seconde. Peut-on imaginer ce que ça ferait que de déposer chaque seconde 1 000 \$ sur la table, jour et nuit? Cela dépasse l'entendement, mais c'est ce qui se produit. C'est le genre de dette que nous avons au Canada. Elle augmente au rythme de 1 000 \$ la seconde.

Nous croyons qu'il vaut la peine de réduire les coûts d'emprunt, tant pour le gouvernement que pour les contribuables, et de réduire le niveau d'imposition, ce qui laissera plus d'argent dans la poche des contribuables. Nous croyons dans des programmes sociaux qui donnent un coup de pouce et pas une aumône. Nous croyons en une société où tous ont confiance en leur capacité de se développer, de prospérer et d'apprendre, dans un milieu sûr et sécurisant.

C'est d'une telle perspective que les Canadiens ont désespérément besoin. C'est cela, la vision du Parti réformiste, et c'est une vision que le gouvernement libéral ne partage pas.

M. John Williams (St-Albert, Réf.): Monsieur le Président, je suis aussi heureux de parler de la mise à jour économique et fiscale déposée par le ministre des Finances au moment même où nous amorçons nos consultations prébudgétaires.

Si je me reporte à l'année dernière, je constate malheureusement que le ministre des Finances affirme encore une fois: «Voici le problème, voici les faits, voici la situation à l'heure actuelle.» Il ne dit pas ce qu'il prévoit. Il ne présente aucune option. Il ne dit pas ce qu'il préfère ni ce que nous devrions envisager telle possibilité ou telle suggestion.

Lorsque j'ai assisté aux travaux du Comité des finances à titre de membre associé à quelques reprises, j'ai toujours entendu des observations du genre: «Nous avons des problèmes au pays, nous sommes d'accord avec le ministre des Finances. Par conséquent, nous devrions augmenter les impôts, mais surtout pas les miens.» J'ai entendu aussi: «Nous sommes d'accord avec le ministre des Finances, il faut réduire les dépenses, mais pas les miennes.» C'était le thème de toutes les présentations.

Étant donné que le ministre des Finances n'a pas usé du pouvoir que lui confère son poste pour donner une idée générale de ce qu'il souhaite, rien de tout cela n'est vraiment substantiel.

Je crois que le ministre des Finances aurait pu nous faire part de ce qu'il entend faire, nous dire quelle orientation générale il préconise. Ainsi, le pays pourrait assez rapidement se forger une opinion précise et donner le feu vert ou pas au ministre, qui pourrait planifier son budget en fonction des attentes de la population.